

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 398

Rubrik: Fribourg

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

POINT DE VUE

De l'étude de l'économie

Je suis convaincu que ce qu'on nomme pompeusement les « sciences économiques » n'est qu'un conglomérat de théories farineuses, de racontars et de querelles de préséance entre professeurs d'université.

Un étudiant m'a récemment détaillé son programme d'étude en Faculté de sciences économiques. J'ai été à ce point atterré que je n'ai pu que lui conseiller vivement de lire Rabelais, Pierre Dac, Molière et les Tables numériques de Voellmy et Extermann, afin de se recurer un peu les neurones.

Atterré étais-je, vous dis-je.

Et j'en suis venu à me demander pourquoi les économistes — qui prévoient toujours tout, c'est bien connu — n'ont pas senti venir la vague de froid qui a chambardé une bonne série de prévisions économiques aux Etats-Unis... J'en ai donc déduit que les phénomènes climatiques sont aux phénomènes économiques ce que l'axe d'une roue est aux desins du pneu — ou, en d'autres termes, qu'un économiste est à l'économie ce qu'un coq de clocher est au vent. Conséquence : il y a lieu d'introduire dans les programmes d'étude de sciences économiques quelques cours de climatologie, donc de géographie physique, donc de chimie et de physique, parallèlement à des cours pratiques dans des ateliers ou des fermes, histoire de voir au plus près les relations entre travail, fatigue, sueur au front et formation de capital.

Puisqu'on admet généralement que les êtres humains sont des facteurs non négligeables dans les processus dits économiques, il serait de bon ton d'approcher ces êtres-là avec un peu de circonspection. Comme l'étude de leur comportement renvoie inévitablement à leur

physiologie, il serait indiqué que nos économistes s'inquiètent un peu de biologie, donc de génétique des populations, par exemple, d'écologie, de bio-sociologie et de ce qui s'ensuit. Ils feraient bien d'en saisir les fondements — avec des travaux pratiques, évidemment — plutôt que de patauger dans les livres de MM. Friedmann ou Keynes.

Tout cela est nécessaire, certes, mais il est quelque chose de fondamental : *l'acquisition d'une méthode expérimentale*, venant consolider l'observation et le raisonnement.

Cela signifie qu'étudiants et professeurs se décarcassent désormais pour faire bouillir tout seuls leur marmite. Leurs facultés seront donc *auto-financées et auto-gérées*, le contribuable n'ayant, en outre, pas à se crever la peau à entretenir des gens qui devisent sommairement sur les raisons sur les raisons pour lesquelles le contribuable se creve la peau au profit de gens qui ne se la crèvent pas. Il y a là, on en conviendra aisément, une occasion absolument unique pour les économistes de montrer de quoi ils sont capables. Je suis même certain qu'ils seront ravis de se débrouiller tout seuls... Il y a là aussi, pour la communauté, moyen de faire de très utiles économies — qui permettraient d'améliorer grandement le réseau de surveillance météorologique, surtout dans l'hémisphère sud. D'une pierre, deux coups : ça, c'est de l'investissement !

Gil Stauffer

P.S. : Cherche étudiants en économie pour m'aider à couper et transporter mon bois. Travail en forêt, air frais assuré, repas de midi et du soir. Salaire : 1 franc l'heure. Ne peux pas payer plus pour des raisons économiques obscures qu'il s'agirait d'éclaircir.

FRIBOURG

Tempête sur un écran

A Fribourg, le pouvoir de la télévision n'est pas émoussé, et c'est le moins que l'on puisse dire.

Après une émission (« En direct avec... »), voilà le Conseil d'Etat qui se réunit en séance extraordinaire pour prendre position : ... « S'il est normal et même nécessaire que des opinions divergentes soient émises au cours de telles émissions, le niveau de la plupart des interventions des étudiants et leur caractère polémique ont contribué à ternir l'image de l'Université de Fribourg. Le Conseil d'Etat regrette que les règles de la courtoisie et de l'hospitalité aient été fréquemment violées et qu'un débat qui aurait pu être instructif, intéressant et constructif, ait pris l'allure d'un réquisitoire ».

Voilà quinze syndicats qui renchérissent, signant en commun une déclaration : « Le spectacle lamentable assuré par un groupe d'étudiants de l'Université de Fribourg, grossiers malhonnêtes, sans éducation et sans instruction, n'est pas près d'être oublié ».

Voilà le rédacteur en chef du principal quotidien du canton (« La Liberté », 3 mars) qui embouche les trompettes du redresseur de torts, clame son indignation, demande des comptes, comme si la patrie était menacée : ... « Plus qu'à la recherche policière de causes secondaires c'est à la racine qu'il faut aller si l'on veut mieux cerner les raisons de ce totalitarisme en germe. Il n'est certes pas inintéressant de savoir que la salle avait été soigneusement noyautée. Il est certainement utile de rechercher les circonstances de cette manipulation de grand style. Il serait plus profitable de déceler la source intellectuelle de ce pus qui coule du flanc universitaire. Plutôt que de prendre des mesures il faut prendre la mesure du désarroi que trahit l'inqualifiable festival d'intolérance de ce *En direct avec...* ».

Tout ce remue-ménage pour une seule émission de télévision ! Il est vrai que le canton de Fri-

bourg a pris l'habitude de se considérer comme un parent pauvre du petit écran suisse romand.

Les trois précédents « En direct avec » organisés par la TV romande s'étaient déroulés dans l'esprit helvétique de l'époque : avec sérieux, avec sérénité ! Ainsi, avec M. Chevallaz face aux ouvriers des Charmilles, M. Piot aux paysans réunis à Apples, M. Felber à un échantillon de ses administrés loclois. Malgré l'acuité des problèmes posés par la crise à la classe ouvrière, des problèmes paysans ou régionaux (Montagnes neuchâtelaises), les rencontres avaient été de bon ton. M. Furer, administrateur délégué de Nestlé, n'a donc pas eu cette chance face à un cénacle d'étudiants fribourgeois.

Après une présentation pleine de déférence de l'invité et la dizaine de questions objectivement embarrassantes posées par l'animateur — M. Dumur — le public étudiant s'est lancé à l'assaut de la forteresse Nestlé. Méfaits du lait en poudre (procès de Berne), pratique de la multinationale helvétique dans les pays du tiers monde, « contribution » au développement, politique des prix, des salaires et de l'emploi dans des pays marqués par les dictatures fascistes ou ségrégationnistes, attitude à l'égard des régimes dictatoriaux (« Nestlé ne fait pas de politique »), pratique d'absorption d'entreprises, M. Furer dut subir un véritable ouragan de questions claires, de faits précis.

Souvent débordé, regrettant de n'avoir pas affaire aux « académiciens » (Akademiker, probablement) qu'il avait cru rencontrer, le PDG s'efforçait de convaincre l'assemblée de ses bonnes intentions, « Je suis un homme intègre, honnête, sincère, etc. », ce que l'on était bien tenté de croire, tant le personnage était l'image bien respectable d'une certaine Suisse; mais là n'était pas la question. Il s'agissait de l'empire Nestlé, de l'action d'une multinationale, avec les pratiques de toute multinationale — fût-elle helvétique, donc « neutre » — à l'égard du tiers monde et de son exploitation.

Des faits décidément trop brûlants (la croissance

des investissements de Nestlé en Argentine depuis l'avènement de la dictature fasciste ou l'augmentation extraordinaire des prix des produits lactés au Chili sous le régime Pinochet). M. Furer, tel un enfant de chœur (n'a-t-il pas été député démocrate-chrétien !) ne savait rien, protestait de sa bonne foi.

M. Dumur, habituellement si habile à endiguer les courants trop tumultueux, était également emporté par le flot des interventions estudiantines qui, sérieuses et semble-t-il bien documentées, ne pouvaient être écartées d'un coup de baguette télévisuelle magique.

Faut-il dire en peu de mots notre impression ? Une soirée chaude, passionnante, inhabituelle eu égard à la coutumière orthodoxie « objective » des émissions d'information. Espérons que ce ne soit pas la dernière du type, et que l'on ne mette pas l'Université de Fribourg sur la liste noire des publics peu recommandables !

Ce que l'on aurait pu attendre de plus de la confrontation ? Que les contradicteurs de M. Furer abandonnent l'espoir de lui faire avouer — fût-ce à travers des démonstrations précises — que la société multinationale qui l'emploie est un monstre froid, juste bon à susciter l'angoisse du monde entier; qu'ils s'écartent de ces perspectives moralisatrices pour engager le débat sur le fond, sur le type de société et de développement qui permet l'avènement de la puissance de Nestlé.

Quant à ces discours sur la tolérance qui fusent de partout (on ne parlera pas ici des commentaires hystériques du « Nouvelliste » valaisan), ils viennent un peu tard ! Voyez par exemple les efforts considérables de Nestlé pour réduire au silence les membres du Groupe travail tiers monde à l'occasion du récent procès de Berne (pressions sur les imprimeurs, appel à Ernest Cincera pour des renseignements, etc.) : M. Furer sait prendre la parole et la garder s'il le veut.

Là, bien sûr, il y avait peu de chance pour que le directeur, habitué à diriger son entreprise sans le moindre flottement, et des étudiants ne manifestant pas le même respect face à l'autorité

patronale que des employés, trouvent le terrain qui leur aurait permis de dialoguer valablement. Pour le reste, la démonstration est faite, une fois de plus, que l'on ne conçoit guère, chez nous, la discussion que comme l'expression d'un « consensus ». C'est peut-être pour cette raison que les débats télévisés ne débouchent le plus souvent que sur l'interprétation de refrains connus.

COMMUNISTES SUISSES

Les années trente pour comprendre l'actualité

Ce n'est pas encore le grand débat public entre « camarades » et militants, mais c'est déjà l'ébauche d'une mise au clair de l'histoire : la « Voix ouvrière » (25 et 26 février) donne la parole à Marie-Madeleine Grounauer, auteur du livre « La Genève de Léon Nicole », pour une page d'éclaircissements sur « les tournants du Parti communiste genevois dans les années trente ».

L'enjeu : l'explication des mots d'ordre « contradictoires » du Parti communiste genevois à l'époque.

— 1933-1934 : lutte contre les socialistes « social-fascistes ».

— 1935-1936 : front commun avec les socialistes. En filigrane de la controverse (Jean Vincent répond, lui aussi sur près d'une page de l'organe officiel du Parti communiste, à Marie-Madeleine Grounauer) : le poids de l'Union soviétique sur les partis communistes européens dans ces années cruciales — également dans notre pays ! — pour le mouvement ouvrier.

Venant après l'organisation d'un colloque sur l'histoire du mouvement ouvrier, cette initiative du Parti du travail est-elle la marque d'un « tournant » (inspiré par la montée de l'« eurocommunisme ») dans la ligne politique des communistes suisses ? Les signes sont encore trop ténus pour l'affirmer.